

DÉPARTEMENT DU VAR	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	Plages, Postes de secours, Sentier du Littoral
COMMUNE DE SANARY-SUR-MER	Liberté – Égalité – Fraternité	ARR-26-242-PL 2026000817
	ARRÊTÉ DU MAIRE	

SURVEILLANCE DE LA PLAGE DU LEVANT (ESPLANADE) - SAISON BALNÉAIRE 2026

- Nous** Daniel ALSTERS, Maire de Sanary-sur-Mer,
- Vu** L'article L2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu** Les articles D322-11 et D322-11-1 du Code du Sport.
- Vu** L'arrêté préfectoral N°SDJES-SPORTS-2025 du 4 mars 2025 portant organisation de la surveillance des baignades publiques gratuites, aménagées et autorisées dans le département du Var.
- Vu** L'arrêté préfectoral n° 250-2025 réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Sanary-sur-Mer,
- Vu** L'arrêté municipal ARR_25_804_ST du 25 avril 2025 portant réglementation sur le balisage dans la bande littorale des 300 mètres de la Commune de Sanary-sur-Mer,
- Vu** L'arrêté municipal ARR_26_236_PL du 22 janvier 2026 fixant le règlement de police générale des plages,
- Considérant** Qu'il nous appartient de fixer les dates, heures et conditions de surveillance des plages de la commune faisant l'objet de dispositions particulières destinées à assurer la sécurité des baigneurs,
- Considérant** Que la surveillance de la baignade sur les plages est assurée par des agents employés par la Commune titulaires à minima d'un Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA), dénommés « sauveteurs », pouvant être assistés par des « secouristes » de niveau Premiers Secours en Équipe niveau 2 (PSE2), dans les conditions ci-dessous mentionnées,

ARRÊTONS

Article 1 : SURVEILLANCE

La surveillance de la baignade est assurée **tous les jours** :

- de 10h à 19h du 1^{er} Juin au 31 Août,
- de 10h à 18h du 1^{er} au 30 Septembre.

Article 2 : ÉQUIPE ET MOYENS DE SURVEILLANCE

La surveillance est assurée par une équipe composée d'au moins deux sauveteurs (t-shirt jaune à marquage rouge).

Tous les postes de secours sont équipés de radio VHF. Le canal de travail est le canal 15.

Une planche « rescue board » est à disposition pour une intervention rapide dans la zone de baignade.

Dès qu'il le jugera nécessaire, le chef de poste pourra faire appel à l'embarcation du poste de secours de Portissol ou du port.

La zone de surveillance est définie par le chef de poste. Elle est matérialisée par des pavillons à deux bandes horizontales rouge sur jaune positionnés à terre et par la ligne d'eau flottante en mer.

Article 3 : SIGNIFICATION DES PAVILLONS

Dans les zones balisées, les baigneurs et autres usagers sont tenus de se conformer aux injonctions des sauveteurs et de respecter les prescriptions induites par les pavillons hissés au mât de signalisation principal dressé à côté du poste de secours :

- **DRAPEAU VERT** : Baignade surveillée sans danger apparent.
- **DRAPEAU JAUNE** : Baignade surveillée avec danger limité ou marqué,
- **DRAPEAU ROUGE** : Baignade interdite,

Lors d'interventions, le drapeau peut être abaissé indiquant que la surveillance n'est momentanément plus assurée.

Un élément complémentaire peut être hissé sous le pavillon principal afin de préciser une particularité dans la zone de baignade :

- Un pavillon violet indique la présence dans l'eau d'une pollution ou la présence d'espèces aquatiques dangereuses.
- Une manche à air orange indique des conditions défavorables de vent pour certains équipements nautiques.

L'absence de drapeau au mat principal signifie que la baignade n'est pas surveillée.

Toute personne se baignant en dehors des zones surveillées ou en l'absence de drapeau le fait à ses risques et périls.

Article 4 : RÈGLEMENTATION DE LA ZONE RÉSERVÉE UNIQUEMENT AUX BAIGNEURS

La plage du Levant dispose d'une « Zone Réservée Uniquement aux Baigneurs » (ZRUB) qui est matérialisée par des bouées sphériques jaunes reliées par des lignes d'eau flottantes.

À l'intérieur de la ZRUB dès sa mise en place, sont notamment interdites :

- La baignade des animaux domestiques,
- La pratique de sport de glisse (surf...),
- La plongée sous-marine avec bouteille,
- La chasse sous-marine et la pêche,

En dehors des engins de plage, ne sont autorisés dans la ZRUB que les navires de l'État, le bateau nettoyeur et des embarcations de secours de la Commune.

Article 5 : RÈGLEMENTATION DE LA ZONE INTERDITE AUX EMBARCATIONS MOTORISÉES OU À MOTEUR

Devant la ZRUB, est positionnée une « Zone Interdite aux Engins à Moteurs » (ZIEM) matérialisée par des bouées sphériques jaunes à l'intérieur de laquelle :

- Aucun navire n'est autorisé à l'exception des navires de l'État, du bateau nettoyeur et des embarcations de secours de la Commune.
- Le mouillage est interdit.
- Les planches ou embarcations équipées de foil ainsi que les activités nautiques aérotractées sont interdites.

Article 6 : EXÉCUTION

Madame la Directrice des Services Techniques, Monsieur le Directeur Adjoint des Services Techniques, Monsieur le Commissaire de Police Nationale, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur le Responsable du Service Maritime, Monsieur le Responsable du Service des Plages, tous Officiers et Agents de la force publique, sont chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera public et transmis en la forme accoutumée.

Fait à Sanary-sur-Mer, le jeudi 22 janvier 2026

Le Maire

Daniel ALSTERS



Publié sur le site internet de la Commune le **OU** Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon (5 rue Racine – CS40510-83041 TOULON CEDEX 9) dans le délai de 2 mois, à compter de sa notification ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal peut être saisi par "Télérecours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr.